

Communiqué de presse

« Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » : une utopie très risquée !

Quelques mois après le dépôt de l'initiative « Eaux propres pour tous », une nouvelle salve contre les produits phytosanitaires a été tirée aujourd'hui avec le dépôt de l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » à la Chancellerie fédérale. Cette initiative proscrie toute utilisation de pesticides de synthèse dans la production agricole, la transformation et l'entretien du territoire. S'il faut lui reconnaître la cohérence de s'attaquer également aux importations commerciales, son acceptation signifierait un saut dans l'inconnu avec une baisse de la production indigène, une hausse des prix et une augmentation du tourisme d'achat. De plus, ces attaques répétées contre l'utilisation des produits phytosanitaires ignorent tant les efforts réalisés en la matière par l'agriculture suisse ces trente dernières années que l'adoption récente du plan d'action national sur les produits phytosanitaires. Pour ces différentes raisons, AGORA ne peut que s'opposer avec force au texte de l'initiative.

Lorsqu'un être humain est malade, il se soigne. Il n'en va pas autrement pour les plantes cultivées qui, de tous temps, ont été la cible de fléaux contre lesquels de nombreux moyens de lutte ont été développés. Alors que c'est la combinaison des différentes mesures qui a permis de sortir bien des régions du monde de situations de famines récurrentes, l'utilisation de produits phytosanitaires fait l'objet d'attaques répétées depuis quelques temps déjà. C'est dans cette logique très manichéenne que l'initiative dite « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » a été déposée aujourd'hui à la Chancellerie fédérale.

S'il faut reconnaître une intention louable aux porteurs du texte, soit une amélioration de la santé publique, son côté absolutiste la rend dangereuse. En effet, comme le montrent de nombreuses études, le renoncement total aux produits phytosanitaires de synthèses représente une baisse des rendements pouvant aller jusqu'à 40%. Alors que la population suisse se nourrit déjà presque un jour sur deux avec des aliments importés, l'acceptation du texte accentuerait cette dépendance à l'étranger.

De plus, si l'initiative est cohérente en interdisant aussi les importations commerciales, il faut souligner que le texte ne dit rien sur les importations à titre privé ! Le risque serait donc grand d'avoir une explosion du tourisme d'achat et un renforcement marqué de l'écart des prix avec nos voisins européens.

Tout comme à l'occasion du dépôt de l'initiative « Eaux potables propres pour tous » en janvier dernier, nous tenons à rappeler que, même si elle n'est pas la seule source de résidus de produits chimiques dans l'environnement, l'agriculture romande est consciente qu'elle a un rôle à jouer en la matière. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait depuis une trentaine d'année avec la mise en place de la production intégrée et d'autres programmes visant à réduire autant que possible l'utilisation de produits de synthèse. A cet égard, il s'agit déjà d'appliquer le plan d'action national sur les produits phytosanitaires plutôt que d'adopter une initiative dont le nom est très charmeur mais qui poserait d'énormes problèmes de mise en œuvre.

AGORA

Lausanne, le 25 mai 2018

Renseignements : Laurent Tornay, président, 079/244.45.44
Loïc Bardet, directeur, 079/718.01.88